



RAPPORT

**MISSION DE SUIVI DES BENEFICIAIRES DE CREDITS, DES
FORMATIONS ET DE LA SENSIBILISATION EN EDUCATION
ENTREPRENEURIALE ET FINANCIERE DANS LA TANDJILE**

DU 02 AU 11 FEVRIER 2023

Février 2023

SOMMAIRE

1. Contexte et objectifs de la mission.....	3
2. Approche méthodologique	4
3. Résultats de la mission.....	4
3.1. Mécanisme de mise en place et de suivi des crédits au niveau local	5
3.2. Ciblage des bénéficiaires (Identification, profil des bénéficiaires, ...).....	6
3.3. Activités des bénéficiaires.....	7
3.4. Concordance des données constatées par rapport aux données transmises	8
3.5. Efficacité de la mise en œuvre de la composante 3 par rapport aux résultats attendus	10
3.6. Défis à relever	14
4. Difficultés et limites de la mission.....	16
5. Conclusion, leçons apprises et recommandations	17
5.1. Conclusion	17
5.2. Leçons apprises	17
5.3. Recommandations	18
6. Prochaines étapes	18

1. Contexte et objectifs de la mission

Le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) est un programme multisectoriel, mis en œuvre par le PNUD pour améliorer l'insertion socioéconomique des populations par la promotion du développement local durable et d'un secteur financier inclusif à travers trois composantes :

1. la promotion du développement local à travers l'amélioration de l'accès aux énergies propres et aux services socio-économiques de base aux collectivités locales, aux entreprises et aux populations ;
1. le développement des filières agro-sylvo pastorales et halieutiques et ;
2. la promotion de l'inclusion financière et sociale des populations.

Conformément à la politique de suivi du PNUD, le PADLFIT a organisé une mission de suivi terrain dans la province de la Tandjilé qui est sa région cible. La mission a bénéficié de l'appui du Spécialiste Suivi & Evaluation du Hub régional de Dakar. La mission de suivi a porté sur les activités de renforcement des capacités et de financement des groupes productifs et micro-entrepreneurs dans le cadre du deuxième accord de la BADEA. Ces activités sont portées par la troisième composante du PADLFIT qui vise comme résultats :

- ✓ l'accroissement du nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables (Output 3.1) ;
- ✓ l'accroissement du volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie (output 3.2) ;
- ✓ le renforcement des performances et de l'efficacité des acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive dans leurs missions (Output 3.3)

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du comité de pilotage relative à l'implication des partenaires nationaux et surtout à leur appropriation des activités du PADLFIT, une Lettre d'Accord a été signée entre le PNUD et le Ministère en charge de la microfinance pour la réalisation des activités qui relèvent de sa mission, notamment le renforcement des capacités et le financement des micro-projets. Ces activités sont financées sur les ressources de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) qui recommande qu'elles soient réalisées par les professionnels du secteur de la microfinance et qu'elles puissent contribuer à la résilience des populations affectées par la pandémie de la Covid 19. Pour opérationnaliser cet accord, le Ministère a, à son tour, contractualisé avec un établissement de microfinance et une Association Professionnelle pour assurer le financement et les formations de 500 groupes productifs et micro-entrepreneurs de la province de la Tandjilé suivies des campagnes de sensibilisation. Il s'agit de l'Union des Clubs d'Epargne et de Crédit du Mayo-Kebbi (UCEC-MK) et de l'Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance au Tchad (APEMF-T). Le Projet a mis en place selon le rapport de l'UCEC-MK, partagé par le Ministère en charge de la formation professionnelle, des crédits au profit de 576 membres de groupes productifs et professionnels de la Tandjilé pour un montant de XAF 684 304 000. Ces financements ont été précédés d'une formation et d'une campagne de sensibilisation des micro-entreprises créatrices de valeurs et d'emplois.

Objectifs de la mission

L'objectif global de la mission était d'évaluer l'état de mise en œuvre des activités de financements des groupes productifs, de formation et de sensibilisation en éducation entrepreneuriale et financières réalisées respectivement par UCEC-MK et APEMF-T dans la région de la Tandjilé.

Il s'agissait spécifiquement de :

- ✓ Vérifier la concordance entre les données produites par les partenaires dans les rapports et celles du terrain ;
- ✓ Apprécier les performances des activités de financement et de formation en éducation entrepreneuriale et financière ;
- ✓ Apprécier l'état d'avancement des micro-projets des bénéficiaires de crédit ;
- ✓ Renforcer les capacités des comités locaux pour un meilleur suivi des bénéficiaires de crédits.

2. Approche méthodologique

La mission s'est déroulée dans les zones cibles du projet PADLFIT constituées de 17 communes et de 42 cantons de la province de la Tandjilé à travers :

- ✓ une visite de courtoisie aux autorités locales (Gouverneur, Préfets, Maires, Chefs de canton)
- ✓ une collecte de données auprès des bénéficiaires, des acteurs de suivi, les agents de UCEC et des autorités locales
- ✓ des visites de réalisations de bénéficiaires.

Afin d'assurer la couverture de toutes les localités cibles, l'équipe de la mission s'est répartie en trois groupes suivant des axes géographiques données. Dans chaque localité, la mission a débuté ses travaux par une visite de courtoisie auprès des autorités locales représentées par le Gouverneur, par le préfet, par le Chef de Canton, le maire selon la localité.

La Collecte de données s'est faite à travers des focus groupes avec les membres des comités d'identification et de suivi pour apprécier le fonctionnement de ces comités, les difficultés rencontrées et leurs attentes vis-à-vis du PADLFIT.

Elle s'est faite à travers des entretiens individuels avec les bénéficiaires des crédits. Elle s'est faite auprès de 499 bénéficiaires dont 123 représentants de groupement et 376 bénéficiaires individuels à l'aide d'un questionnaire déployé sur la plateforme de collecte de données « Kobocollect ». Le questionnaire visait à disposer de données sur les montants des crédits reçus par chaque bénéficiaires, les activités financées, la réussite de ces activités, la capacité des bénéficiaires à rembourser les crédits.

Une lecture croisée des données collectées a ensuite été faite avec les données des bénéficiaires reçues de UCEC-MK par l'équipe du PADLFIT qui porte sur 562 bénéficiaires pour un montant total distribué de 660 082 806.

3. Résultats de la mission

Les résultats de la mission sont tirés d'une analyse des données obtenues des focus groupes et des entretiens individuels. Les résultats sont structurés autour des points d'intérêts suivants :

- ✓ Les mécanismes de renforcement des capacités en éducation entrepreneuriales et financières ;
- ✓ le mécanisme de mise en place et de suivi des crédits au niveau local ;
- ✓ le ciblage des bénéficiaires (information, identification, profil des bénéficiaires, ...) ;
- ✓ les activités des bénéficiaires ;
- ✓ la concordance des données constatées par rapport aux données transmises.

3.1. Mécanisme de mise en place et de suivi des crédits au niveau local

Le mécanisme de mise en place et de suivi des crédits était prévu être animé à plusieurs niveaux par les partenaires correspondants : au niveau local par les points focaux du PADLFIT et les comités d'identification et de suivi, et au niveau national par le Comité National de Suivi Technique et le prestataire de service financier.

Des points focaux locaux

Le PADLFIT a accompagné l'identification des points focaux locaux dans chaque commune et chaque canton pour faciliter le suivi et l'appropriation des activités au niveau local. Ils constituent des relais pour le suivi des activités des bénéficiaires. Ces points focaux jouent un rôle important dans la mobilisation des bénéficiaires. La mission a pu bénéficier de leur appui pour rentrer en contact avec les bénéficiaires. Il faut cependant souligner que ces points focaux bénévoles n'ont aucun statut officiel vis-à-vis du PADLFIT. Ils sont considérés comme des conseillers en développement au niveau de leur localité et travaillent en collaboration avec les chefs de cantons et les maires.

Des comités d'identification et de suivi locaux

Le premier mécanisme d'identification des bénéficiaires des crédits par les ONG a montré ses limites et a été très vite corrigé par les parties prenantes au cours d'un atelier provincial réunissant les membres du Comité National de Suivi Technique, les représentants des différentes corporations socio-économiques et les autorités traditionnelles et communales. Il était prévu qu'il ait un comité cantonal d'identification et de suivi des bénéficiaires des crédits dans chacun des 42 cantons bénéficiaires et un comité communal dans chacune des 17 communes cibles. Ces comités locaux d'identification et de suivi ont été mis en place comme prévu dans les cantons et les communes cibles. Ce sont eux qui ont collecté les demandes de financement des potentiels bénéficiaires de leurs localités. Les points focaux font partie des comités locaux et sont chargés de les animer alors que les chefs de cantons et les maires en sont les conseillers. Cependant, la plupart de ces comités (57% des comités) n'ont pas été fonctionnels après la mise en place des crédits pour des raisons diverses. Dans certaines localités, les comités de suivi sont réduits à une ou deux personnes : le point focal du comité local et/ou le chef de canton. Les comités locaux d'identification et de suivi qui existaient semblent avoir disparu après la mise en place des crédits. Rares sont ceux qui tiennent des réunions, encore moins mènent des activités de suivi des bénéficiaires.

Des échanges entre la mission et les membres des comités locaux de suivi, il est ressorti comme principales raisons de ces insuffisances :

- ✓ le manque de moyens logistiques pour permettre aux membres de jouer pleinement leur rôle de suivi et mobilisation ;
- ✓ le manque de motivation des membres après plusieurs mois de bénévolat ;
- ✓ la faible connaissance du rôle des comités d'identification et de suivi ;
- ✓ la non reconnaissance des membres des comités par les bénéficiaires.

Ainsi, les principales attentes des membres des comités de suivi portent sur :

- ✓ Le renforcement des capacités techniques et matérielles des membres pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de suivi ;
- ✓ La valorisation des membres auprès des bénéficiaires.

3.2. Ciblage des bénéficiaires (Identification, profil des bénéficiaires, ...)

Si dans certains cantons et certaines communes, les comités d'identification ont pu effectuer une présélection des dossiers de candidatures, dans d'autres, ils n'ont fait que collecter les dossiers et les transmettre tels quels, soit par ignorance de leur rôle, soit par manque de temps selon les membres. Il est ressorti que de nombreux membres des comités n'avaient pas connaissance des critères de sélection des bénéficiaires.

Le dispositif d'information prévoyait que chaque membre du comité local soit un relai pour porter l'information sur la mise en place des crédits aux membres de sa corporation pour permettre à toute la population d'être bien informé sur les conditions de base. Cependant, l'information n'a pu être partagée comme il se devait partout par les représentants des corporations. Les critères de présélection des bénéficiaires des micro-crédits n'étaient pas connus de tous les comités d'identification.

Le temps accordé pour la collecte et la présélection des dossiers a été jugé trop court par les comités d'identification dans certaines localités (cas de Koro et de Kelo) pour assurer une collecte et une présélection objectives des dossiers.

Ces limites dans le ciblage ont pu constituer des sources de frustration et de tension surtout que des suspicions sont nées dans certaines couches sociales. Dans le cadre de la mise en place des crédits, le PADLFIT a ciblé aussi bien des groupements que des promoteurs individuels. Il est ressorti des données collectées que les bénéficiaires sont constitués de 376 promoteurs individuels (75,4%) et 123 groupements (24,6%) constitués en moyenne de 35 membres dont 24 femmes

Tableau 1: Statut des Bénéficiaires (Groupement ou individu)

Statut de promoteurs	Nombre	Pourcentage
Promoteurs individuels	376	75,4%
Groupements	123	24,6%
Total	499	100%

Les bénéficiaires individuels sont constitués à 73,9% d'hommes et à 26,1% de femmes. Ils sont constitués de 29,2% de jeunes de moins de 35 ans. Les groupements sont constitués à 68,6% de femmes et 31,4% d'hommes.

Tableau 2: Répartition des bénéficiaires individuels enquêtés selon le sexe

Bénéficiaires	Nombre	Pourcentage
Femmes	98	26,1%
Hommes	278	73,9%
Total	376	100,0%

3.3. Activités des bénéficiaires

Il ressort que 54,5% des bénéficiaires individuels avaient l'agriculture comme activité principale. Le commerce était exercé comme activité principale par 25,3% des bénéficiaires individuels. Cependant, 21,4% des bénéficiaires ont financé des activités différentes de celles pour lesquelles le financement a été demandé. Les changements se sont faits en faveur du commerce avec une préférence pour le stockage-vente de riz, de sésame et d'arachide du fait de la mise à disposition tardive du crédit pour les travaux champêtres et des opportunités de maximisation des profits en cette période d'inondation générale.

Tableau 3: Répartition des bénéficiaires selon les activités menées avant le crédit

Activités Principales	Effectifs	Pourcentages
Agriculture et assimilées	272	54,5%
Pêche	2	0,4%
Commerce et assimilé	126	25,3%
Services	7	1,4%
Menuiserie	3	0,6%
Elevage	13	2,6%
Transformation	15	3,0%
Service public municipal	6	1,2%
Enseignement	14	2,8%
Autres activités	41	8,2%
Total	499	100,00%

L'Agriculture et le Commerce sont les deux groupes d'activités qui ont été les principales destinations des crédits reçus avec respectivement 43,2% et 33,6%. Les principales raisons avancées pour justifier ces changements de destination sont le retard accusé dans la mise en place des crédits (juillet alors qu'il les fallait en mai au plus tard pour les activités agricoles) et l'insuffisance des financements reçus par rapport à la demande.

Graphique 1: Répartition des bénéficiaires selon les activités financées par le crédit

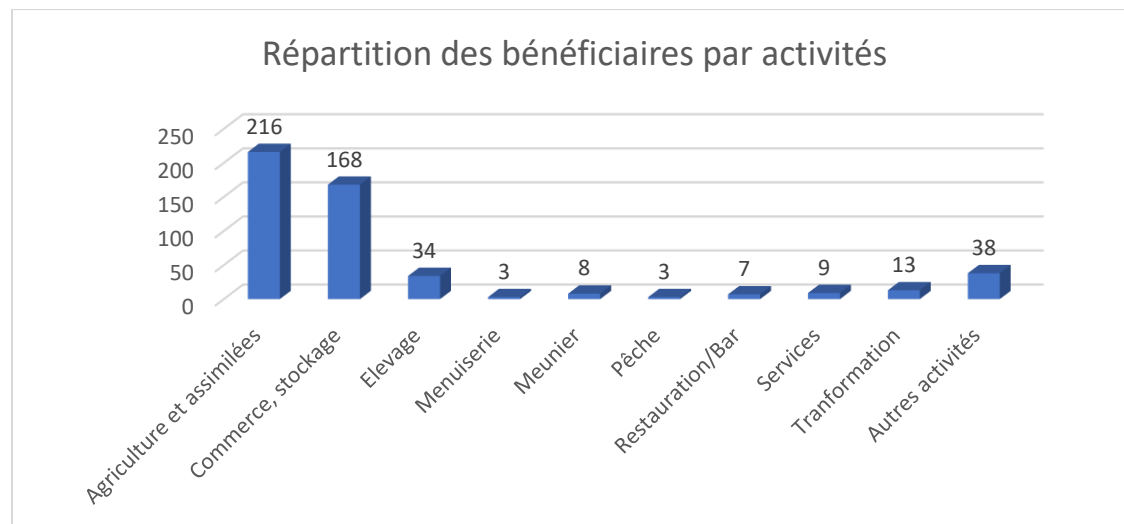


Tableau 4: Répartition des bénéficiaires selon l'évolution des activités financées par le crédit

Activités financées	Effectifs	Pourcentage	Amélioration	Pas de Changement	Recul	Ne sais pas ou Pas de vente d'abord
Agriculture et assimilées	216	43,3%	188	9	7	11
Commerce, stockage	168	33,7%	143	8	0	18
Elevage	34	6,8%	27	6	1	0
Menuiserie	3	0,6%	2	1	0	0
Meunier	8	1,6%	6	2	0	0
Pêche	3	0,6%	2	1	0	0
Restauration/Bar	7	1,4%	6	1	0	0
Services	9	1,8%	7	1	1	0
Transformation	13	2,6%	11	2	0	0
Autres activités	38	7,6%	31	3	2	2
Total	499/-	100,0%	423	34	11	31

Sources : données d'enquête de la mission, février 2023

Activités soumises et Activités financées

La mission constate sur la base des 499 bénéficiaires interrogés, que 21,4% ont financé une activité autre que celle qui était prévue dans le dossier.

Tableau 5: Répartition des bénéficiaires selon qu'ils aient changé d'activité après le crédit ou non

Statut	Effectifs	Bénéficiaires
Changement d'activité	107	21,4%
Conservation d'activité	392	78,6%
Total	499	100,0%

3.4. Concordance des données constatées par rapport aux données transmises

La mission a procédé à une lecture croisée des montants et des noms communiqués par UCEC (liste de 562 bénéficiaires) avec ceux constatés auprès des bénéficiaires. Elle a aussi vérifié la participation des bénéficiaires aux formations et aux rencontres de sensibilisation sur l'éducation entrepreneuriale et l'inclusion financière.

❖ Cohérence des données transmises par UCEC-MK

Le dernier rapport financier transmis par UCEC-MK pour sa demande de remboursement indique le financement de 576 projets pour un montant de 684 304 000 FCFA alors que la liste des bénéficiaires reçue présente 562 bénéficiaires effectifs pour un montant de 660 082 806, soit une différence de 14 bénéficiaires et 24 221 194 FCFA. Cette différence est en partie expliquée par le fait que 11 bénéficiaires retenus pour un montant de 24 951 757 FCFA n'avaient pas encore reçu leurs crédits et ne sont pas sur la liste des bénéficiaires effectifs. Ainsi, il manquerait 3 bénéficiaires. Il faut en outre souligner que le montant cumulé prévu pour les 11 bénéficiaires en attente (24 951 757 FCFA) est supérieur à la

différence calculée entre le montant demandé en remboursement et le montant cumulé effectivement distribué selon UCEC-MK (24 221 194 FCFA), posant ainsi un problème de cohérence que UCEC-MK devra corriger.

❖ **Concordance des noms des bénéficiaires**

La mission a noté que dans l'ensemble, les bénéficiaires effectifs présentés par UCEC-MK ont effectivement reçu les crédits comme indiqué. Toutefois, certains noms et prénoms sont orthographiés différemment sur certains documents (comités locaux, UCEC). Cela paraît lié principalement au fait qu'il n'y a pas eu de document d'identité unique exigé aux bénéficiaires aux différentes étapes d'enregistrement.

❖ **Concordance des montants de crédits octroyés aux bénéficiaires**

Sur 451 bénéficiaires pour lesquelles les données constatées par la mission et celles transmises par UCEC ont pu être croisées, des écarts sont constatés dans 8 cas comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Tableau 6: Ecart entre quelques montants

N°	Nom et Prénoms	Cantons	Montants UCEC-MK	Activités	Montants notés par la mission	Ecart
1	Delwing Agnes	Serem	510 000	Stock	500 000	-10 000
2	Djasrabaye Paulin	Donomanga	190 800	Agri-Elevage	190 000	-800
3	Falmata Boukar	Kelo	260 000	Commerce	250 000	-10 000
4	Gm Mekasna	Gama	1 000 000	Agri-Elevage	1 015 000	15 000
5	Idriss Moussa	Donomanga	920 000	Equipeement	960 000	40 000
6	Noura Alhadji	Donomanga	92 500	Commerce	97 500	5 000
7	Tomadinan Dedingari	Donomanga	2 300 000	Commerce	2 200 000	-100 000
8	Amadou Djibrila	Dafra	50000	Agri-Elevage	100 000	50000

Sources : données d'enquête de la mission, février 2023

Ces écarts peuvent être liés à des erreurs de saisie aussi bien de la part de UCEC que de la part de la mission. Il paraît toutefois nécessaire de vérifier la concordance pour tous les bénéficiaires.

Le rapport transmis par UCEC indique 576 bénéficiaires effectifs des micro-crédits.

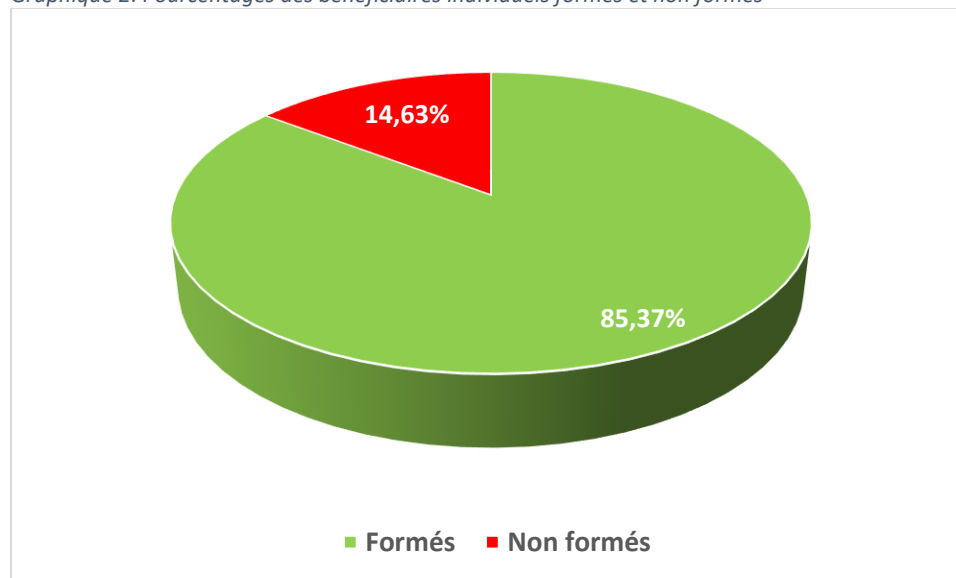
Quelques paramètres de la distribution des montants perçus par les bénéficiaires

- ✓ Montant minimum perçu relevé : 60 000 FCFA
- ✓ Montant maximum perçu relevé : 9 700 000 FCFA
- ✓ Montant le plus perçu (Mode) : 500 000 FCFA
- ✓ Montant moyen perçu : 1 333 000 FCFA

❖ **Participation des bénéficiaires aux formations et aux rencontres de sensibilisation sur l'éducation entrepreneuriale et l'inclusion financière**

Tous les bénéficiaires de crédits n'ont pas bénéficié de la formation donnée en éducation entrepreneuriale et en inclusion financière. Seulement 85,4% des promoteurs individuels et 91,1% des représentants des groupements ont été formés. Cependant, d'autres membres des groupements peuvent avoir bénéficié de la formation.

Graphique 2: Pourcentages des bénéficiaires individuels formés et non formés



3.5. Efficacité de la mise en œuvre de la composante 3 par rapport aux résultats attendus

Par le simple fait d'octroyer des crédits aux populations cible, le projet a permis d'accroître le nombre de personnes ayant accès aux services financiers (Output 3.1). Cet accroissement a cependant été moins en faveur des femmes et des jeunes concernant les promoteurs individuels. En effet, les femmes et les jeunes ne représentent que respectivement 26% et 29% des bénéficiaires de cette catégorie. Toutefois, les membres des groupements productifs sont constitués en majorité de femmes (65,8% des membres).

Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont aussi accrus grâce au partenariat avec UCEC-MK (Output 3.2).

Le projet a aussi contribué à une évolution des mentalités en faveur de l'inclusion financière : même si l'échelle temporelle ne permet pas pour le moment d'apprécier le niveau d'amélioration de l'inclusion financière hors appui PADLFIT, la mise en place des crédits a montré aux bénéficiaires et aux non bénéficiaires les avantages à faire recours aux micro-crédits pour développer ou créer des activités génératrices de revenus. En effet, 90% des bénéficiaires rencontrés ont rapporté une amélioration de leurs activités grâce au crédit et souhaitent bénéficier d'un autre crédit. Le PADLFIT devra cependant mettre en œuvre un plan de sortie permettant de passer des crédits du PADLFIT aux crédits des institutions de microfinances.

La mise en place de crédits n'a pas suivi de création conséquente d'emplois : seulement 9% des bénéficiaires rencontrés ont rapporté avoir créé de l'emploi permanent pour une ou deux personnes pour la plupart dont 13% de femmes. Les promoteurs étant en majorité dans le domaine de l'agriculture font plutôt recours à une main d'œuvre ponctuelle pour certains travaux champêtres. Ceux qui exercent dans le

commerce n'ont pour la plupart pas créé de nouveaux emplois soit par manque de confiance, soit parce qu'ils disposaient déjà de personnel nécessaire. Dans le domaine agricole, plusieurs emplois saisonniers ont été créés. Un jeune promoteur maraîcher de la commune de Laï dont nous avons visité les activités, a employé une douzaine de personnes dans l'exploitation de ses cultures sur deux sites différents.

Par ailleurs, les crédits ont eu des externalités négatives en créant une inflation des prix de certains produits de base à cause de la liquidité injectée dans l'économie locale selon certains bénéficiaires. Les populations non bénéficiaires en sont les plus affectées.

La mission a constaté un respect des échéances de remboursement : 97% des bénéficiaires qui devaient avoir effectué un premier remboursement l'ont fait sans difficulté. Plusieurs bénéficiaires ont cependant exprimé des craintes par rapport aux prochaines échéances prévues en juillet 2023 qui est une période où certaines activités seront ralenties en raison des travaux champêtres. Toutefois c'est en ce moment que d'autres produits se vendent chers également. Nous avons remarqué que certains bénéficiaires ont remboursé la totalité de leurs prêts et d'autres ont pris des engagements de le faire en avril afin de prétendre à un autre financement en début du mois de juin. UCEC devrait en tenir compte dans la gestion de sa trésorerie en conformité avec le cycle de production et le plan de financement des activités.

❖ Visites de réalisations

La mission a visité une cinquantaine de réalisations de bénéficiaires constituées de point de stockage de riz ou d'arachide, d'atelier de soudure, d'ateliers de réparation d'appareils électroniques, de services de secrétariat public, de boutique de vente d'article divers, d'installation de mini château d'eau équipé de système solaire, de petits commerces et de warrantage ainsi que des cultures maraîchères etc. Ces réalisations montrent des signes de réussite que les promoteurs attribuent principalement aux crédits reçus.



Gouigué dan Jean seraphin, électricien bénéficiaire du crédit PADLFIT dans son atelier, Canton de Delbian, commune de Béré

Un château d'eau équipé de système de fonctionnement solaire installé par un promoteur dans un village du canton Kimré grâce au crédit obtenu, est un exemple de réussite. L'installation offre de bonnes perspectives économiques au promoteur grâce à la commercialisation de l'eau aux populations et aux éleveurs en transhumance et aux possibilités d'aménagement pour mener des activités de maraîchage. Elle facilite aussi l'accès à l'eau potable pour la population riveraine et le bétail, réduisant ainsi les sources de conflits autour des ressources hydriques.



Système de distribution d'eau installé à Modé par Mbainaissem Haroune à Modé, Canton de Kimré, grâce au crédit du PADLFIT



Bénéficiaire du Canton Nangassou dans son champs d'oignons



Bénéficiaire du canton Déressia dans sa boutique et devant son moulin

❖ De nouveaux risques à considérer

Malgré les cas de réussites rapportés par les bénéficiaires, certains risques apparaissent et doivent être pris en charge par des mesures de mitigations pour la suite de l'initiative d'octroi de crédits. Il s'agit en particulier de :

- La destruction de la production agricole par les inondations, les incendies ou les éléphants ;
- Du vol de l'argent reçu ou du bétail acquis grâce au crédit ;
- De la mortalité du bétail ou de la volaille acquis du fait d'épidémie.

3.6. Défis à relever

La mission a constaté quelques défis et recueilli des préoccupations des bénéficiaires

- ✓ **Non fonctionnement de certains comités locaux d'identification et de suivi :** cette situation est principalement liée au manque de motivation et de moyens logistiques pour permettre aux membres de jouer pleinement leur rôle de suivi. En outre il y a une faible

connaissance du rôle des comités de suivi par les membres : certains membres des comités de suivi ont avoué ne pas savoir pourquoi ils sont dans les comités.

Plusieurs bénéficiaires ont rapporté n'avoir reçu aucune visite de suivi depuis la mise en place de leur crédit. Certains bénéficiaires ont ainsi pu penser à un moment donné que les fonds reçus sont des fonds perdus. La présence des agents de UCEC a permis de corriger cette idée.

- ✓ **Absence de pièce d'identification :** de nombreux bénéficiaires n'avaient pas de pièce d'identité réduisant ainsi la capacité de la mission à les identifier de façon formelle et certaine. Il y a des raisons de croire en leur sincérité grâce à la présence des membres des comités d'identification et de suivi dont font partie les points focaux. C'est une limite à prendre en compte dans les prochains processus du genre en s'assurant que les bénéficiaires disposent de pièces d'identité même s'il faut faciliter l'accès des populations concernées à ces documents auprès des autorités en charge. A défaut, il faut renforcer les capacités des comités locaux pour améliorer davantage leur performance.
- ✓ **Différence dans les échéances pour des activités similaires dans les mêmes cantons.** Ces différences montrent qu'il y a un besoin d'harmonisation des conditions et modalités d'octroi des crédits. Il paraît ainsi une nécessité de renforcer les capacités de coordination de la mise en place des crédits dans les différentes localités cibles. Il faut que UCEC-MK renforce davantage son système de contrôle interne dans le processus de mise en place des crédits.
- ✓ **Plusieurs bénéficiaires d'un même ménage :** La mission a trouvé des bénéficiaires qui sont frères, époux et épouse ou père et fils. De telles situations favorisées par la non-participation de certains comités de suivi à l'identification laissent penser que les critères de sélection n'ont pas été respectés. Il y a un besoin de sensibilisation de la population sur les critères de sélection pour les prochaines fois. Les missions de contrôle ont permis toutefois de corriger certaines de ces faiblesses qui peuvent créer des mécontentements de la population
- ✓ **Montants perçus trop faibles par rapport aux montants demandés dans 29 % des cas.** Ce qui ne permet pas au promoteur d'entreprendre selon son planning. 14% des bénéficiaires ayant financé une autre activité que l'activité soumise ont précisé qu'ils ont changé d'activité parce que le financement reçu était inférieur à la demande. Ce sous-financement des demandes de prêts est due à une mesure de prudence basée sur l'analyse et l'évaluation de la capacité d'endettement du demandeur.
- ✓ **L'intégration des trois composantes du PADLFIT qui devrait guider sa mise en œuvre n'est pas encore effective.** La composante 3 est ainsi mise en œuvre sans le renforcement de capacité nécessaire pour la promotion agricole. Les groupements ou associations constitués par les bénéficiaires n'ont pas été formés dans le développement des chaînes de valeur comme attendu de la composante 2.
- ✓ **Les populations vulnérables constituent la cible des micro-crédits du PADLFIT, mais plusieurs personnes moins vulnérables en ont aussi bénéficié.**

- ✓ La capacité de solvabilité basée sur la capacité financière a été un critère de sélection des bénéficiaires. C'est un critère qui a aussi été utilisé au sein de certains groupements pour la sélection des membres bénéficiaires.

Selon les localités, les bénéficiaires ont parfois eu des informations différentes sur la mise en place des crédits, notamment sur la constitution des dossiers pour les contrats. Malgré que les dossiers devraient être sans coût, certains bénéficiaires ont payés des frais de dossiers au départ même si ces frais leur ont été remboursés par la suite. Il y a un besoin d'harmonisation et d'amélioration de la communication entre les agents d'UCEC-MK et les bénéficiaires. Il ressort ainsi un besoin d'amélioration de la communication interne de UCEC-MK avec ses agents.

4. Difficultés et limites de la mission

La mission a été confrontée à quelques difficultés qui n'ont pas permis d'échanger directement avec certains bénéficiaires afin d'avoir leur feedback sur la mise en place du crédit et son utilisation. C'est le cas des bénéficiaires injoignables (décédés, déplacés etc.) ;

La mission entendait faire une enquête exhaustive pour toucher tous les bénéficiaires de crédits mais l'absence de certains bénéficiaires n'a pas permis de vérifier la concordance des données pour tous. Ainsi, 13% des bénéficiaires contenus dans la liste de UCEC-MK n'ont pu être interrogés.

Compte tenu des distances assez longues à parcourir par la mission, le temps n'a pas permis de visiter un maximum de réalisations des bénéficiaires surtout que certains ont été rencontrés au niveau des chefs-lieux de leur canton et non dans leur localité. En outre, la mission se déroulant à une période où il n'y a plus pratiquement d'activités agricoles, il n'a pas été possible de visiter les réalisations dans le domaine de l'agriculture.

5. Conclusion, leçons apprises et recommandations

5.1. Conclusion

La mission de suivi terrain de la mise en œuvre du projet PADLFIT qui rentre dans le cadre des activités de suivi mandataires du PNUD au niveau pays a offert une opportunité aux acteurs locaux et aux bénéficiaires de donner leurs feedbacks sur la mise en œuvre d'un projet appuyé par le PNUD.

La mission a noté des incohérences au niveau des informations (nombre de bénéficiaires, montants financés) contenues dans le rapport financier transmis par le Ministère en charge des microfinances et celles de la liste des bénéficiaires transmis au PADLFIT qu'il convient de corriger.

La mission a pu échanger avec 499 bénéficiaires constitués de promoteurs individuels et de groupements. Tous les bénéficiaires n'ont pas pu être contactés pour diverses raisons recueillies auprès des points focaux locaux et de certains bénéficiaires (décès, déplacements, ...). Ces constats montrent que les crédits ont bénéficié directement à au moins 500 promoteurs individuels et groupements productifs.

Dans l'ensemble, il y a une appréciation très positive de la mise en place des crédits et des formations l'accompagnant. Les effets se ressentent déjà chez les bénéficiaires qui pour la plupart ont reçu leurs crédits en juillet 2022. Au-delà d'améliorer les conditions économiques des bénéficiaires, cette initiative du PADLFIT montre que les populations peuvent adhérer à la microfinance comme source de financement de leurs activités agricoles, commerciales ou tout autre. Elle montre ainsi que l'inclusion financière est réalisable dans la région de la Tandjilé.

Il faut toutefois noter que le genre n'a pas été assez pris en compte dans la mise en place des crédits au niveau des promoteurs individuels où les femmes ne représentent que 26,1% des bénéficiaires et les jeunes seulement 29,2% des bénéficiaires. Les femmes sont cependant majoritaires (65%) parmi les membres des groupements bénéficiaires.

Cette initiative du PADLFIT est duplicable dans d'autres régions du Tchad en tenant compte de quelques leçons tirées et des recommandations pour plus d'efficacité.

Une évaluation des effets de la mise en place des crédits sur les conditions socioéconomiques des bénéficiaires pourra être faite une année après pour mieux apprécier les changements induits par cette intervention du PADLFIT.

5.2. Leçons apprises

- ✓ Nécessité de sensibiliser la population sur les critères de sélection avant l'identification des bénéficiaires pour éviter de créer des frustrations et des tensions communautaires

- ✓ Les points focaux locaux de suivi ont un rôle central à jouer dans le processus qui nécessite qu'ils aient un statut officiel vis-à-vis du PADLFIT. Le PNUD gagnerait à faire recours à des volontaires communautaires pour un tel rôle.
- ✓ Les formations données aux bénéficiaires avant la mise en place des crédits leur ont permis non seulement de bien gérer les activités financées par le crédit mais aussi de mieux gérer d'autres activités.
- ✓ La période d'octroi des crédits doit tenir compte du cycle de l'activité pour éviter les changements de destinations des ressources.

5.3. Recommandations

- Renforcer les capacités techniques et matérielles des membres des comités locaux d'identification et de suivi pour leur permettre de jouer efficacement leur rôle de suivi ;
- Etablir un partenariat avec les autorités des zones cibles, pour la délivrance de pièces d'identité au profit des populations ;
- Harmoniser sur une base objective, les échéances des crédits pour des activités similaires ;
- Sensibiliser les populations cibles sur le montage d'un projet bancable et les critères d'éligibilité pour leur permettre de soumettre des projets de qualité ;
- Introduire l'élément quota genre dans les critères de sélection pour assurer une bonne prise en compte de la sensibilité genre ;
- Renforcer les capacités des partenaires (UCEC-MK et APEMF-T) sur la communication.
- Assurer la cohérence des informations (nombre de bénéficiaires, montants financés) entre le rapport financier transmis par le Ministère en charge de la formation professionnelle et des métiers et la liste des bénéficiaires transmis au PADLFIT.

6. Prochaines étapes

- ✓ Vérifier auprès de UCEC-MK les données non concordantes notamment les montants pour lesquels il y a des écarts et assurer la cohérence des informations contenues dans le rapport financier transmis par le Ministère en charge de la formation professionnelle et des métiers et la liste des bénéficiaires effectifs reçu par le PADLFIT de UCEC-MK;
- ✓ Harmoniser l'orthographe des noms des bénéficiaires et des localités ;
- ✓ Mettre en place avec les points focaux, un dispositif de vérification des montants reçus pour les bénéficiaires non joignables permettant de joindre des contacts ou des proches de ces bénéficiaires ;
- ✓ Produire un tableau exhaustif des crédits effectivement reçus par les bénéficiaires sur la base des résultats de la mission de suivi terrain et des vérifications additionnelles à faire ;

- ✓ Sensibiliser les agents de UCEC-MK sur l'esprit et l'approche des crédits du PADLFIT pour améliorer les rapports avec les bénéficiaires.

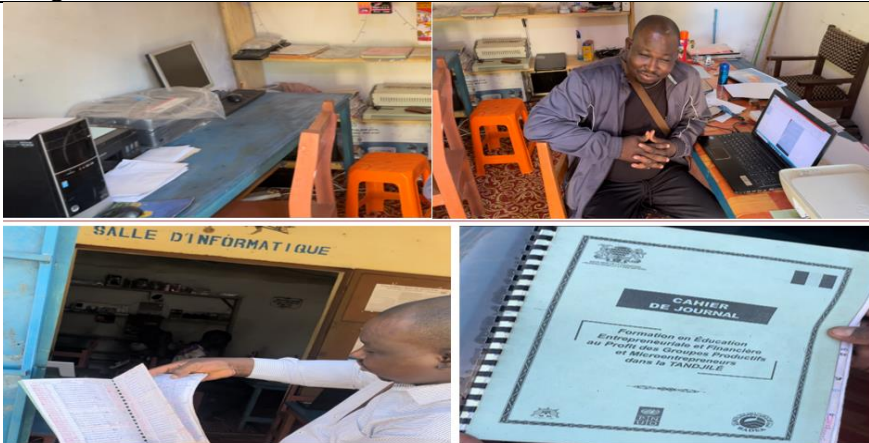
Annexes

Annexe 1 : Etat de réalisation des objectifs spécifiques de la mission

Objectifs spécifiques	Niveau de réalisation des objectifs	Limites de l'évaluation
Vérifier la concordance entre les données produites par les partenaires dans les rapports et celles du terrain ;	Concordance observée entre les noms des bénéficiaires pour ceux qui ont pu être joints (499 bénéficiaires) en acceptant les différences dans l'orthographe des noms et prénoms Tous les bénéficiaires n'ont pas bénéficié de la formation ni de la sensibilisation (13,2% des bénéficiaires contactés n'ont pas bénéficié de la formation ; 5,% n'ont bénéficié ni de la formation, ni de la sensibilisation). Concordance entre les montants perçu pour les bénéficiaires touchés avec des écarts mineurs qui pourraient être dû à un problème de saisi sur les listes. Ces écarts concernent sept bénéficiaires.	La vérification n'a pas pu se faire pour 62 bénéficiaires. Pas de certitude sur les bénéficiaires non contactés
✓ Apprécier les performances des activités de financement et de formation en éducation entrepreneuriale et financière ;	Les bénéficiaires de la formation ont trouvé les formations très utiles pour leurs activités. Ils estiment avoir un comportement différent dans leur gestion quotidienne de leurs activités économiques. Ils souhaitent cependant qu'elles soient répétées pour permettre à d'autres d'en bénéficier.	Des tests de connaissance n'ont pas pu être faits systématiquement.
✓ Apprécier l'état d'avancement des micro-projets des bénéficiaires de crédit ;	84,8% des bénéficiaires enquêtés estiment qu'il y a une évolution positive des leurs activités. Il faut toutefois souligner que de nombreux bénéficiaires ont financé des activités différentes de celles pour lesquelles la demande de crédit a été faite. Les principales raisons avancées sont : l'arrivée tardive des crédits et le montant inférieur à ce qu'il faut pour entreprendre les activités initiales. Les réorientations des financements ont été fait au profit du commerce de céréales d'arachide, d'haricot d'abord stocker pour attendre que les prix montent avant de vendre (une forme de spéculation). Le niveau élevé des prix du sésame a constitué un facteur important dans l'amélioration des activités des bénéficiaires	Difficile d'isoler l'effet de la hausse des prix dans l'évolution jugée positive des activités notamment agricoles et commerciales.
✓ Renforcer les capacités des comités locaux pour un meilleur	La mission s'est entretenue avec les comités locaux de suivi en mettant un focus sur leur rôle. Il en ressort que les comités sont mis en place et ont contribué à l'identification des bénéficiaires cependant certains ont	ar manqué de temps et de moyens pour renforcer systématiquement les capacités

suivi des bénéficiaires de crédits ;	du mal à fonctionner depuis la mise en place des crédits. Les raisons entre autres sont la faible capacité technique et l'engagement de certains membres en plus du manque de moyens logistiques etc.. C'est souvent le point focal qui se substitue au comité Les « points focaux » ont malgré tout su rester dynamiques et jouer un rôle d'animateur et même de suivi auprès des bénéficiaires en utilisant leurs propres moyens (ressources financières, moyens roulants, crédits de communication etc.)	de tous les comités
--------------------------------------	--	---------------------

Quelques exemples de réalisations phares

N°	Localité	Réalisations	Image
1	Commune de Lai	Un promoteur d'un cyber café-librairie de Lai utilise les connaissances acquises depuis la formation (cahier de l'apprenant)	

	Canton Béro	Un prestataire de service téléphonique a employé 6 personnes avec l'ouverture de 3 cabines téléphoniques	
--	----------------	--	--

Annexe 2 : Etat de mise en œuvre des activités de formation et de financement

Outputs	Indicateurs	Appréciation des progrès
---------	-------------	--------------------------

Output 3.1 : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables	Nombre de Guichets et/ou CMSF Baseline : 5 Cible : 12 - Niveau d'inclusion financière de la population active Baseline : 5% Cible : 10% % de femmes et de jeunes financièrement inclus Baseline : 23% Cible : 60% - Nombre de ménages sensibilisés et formés en éducation entrepreneuriale et financière (EEF) Baseline : 160 Cible : 12000 Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires des formations en EEF Baseline : 55% Cible : 60% Pourcentage de jeunes parmi les bénéficiaires des formations en EEF Baseline : 41% Cible : 60%	Nombre de ménages sensibilisés et formés en éducation entrepreneuriale et financière a certainement connu une augmentation avec la formation des 89% des 576 bénéficiaires Cependant, selon les données de la mission de suivi, les promoteurs individuels bénéficiaires sont constitués de seulement 26% de femmes et 29% de jeunes. Toutefois, les crédits en groupe, semblent avoir plus bénéficié aux femmes qui constituent 65,2 % des membres
Output 3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie	Pourcentage de femmes et de jeunes par rapport au nombre de bénéficiaires de crédits Baseline : 41% Cible : 60% Pourcentage de jeunes par rapport au nombre de bénéficiaires de crédits Baseline : 41% Cible : 60%	Le volume des crédits a augmenté mais pas le pourcentage de femmes et de jeunes par rapport au nombre de bénéficiaires de crédits ni le % de jeunes par rapport au nombre de bénéficiaires de crédits qui sont respectivement 26% et 29% en ce qui concerne les crédits individuels avec un taux inférieur à la baseline de 41% Il faut toutefois noter que le pourcentage de femmes membres des groupements bénéficiaires est 65,8% (24/35) en moyenne L'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie n'est pas encore réalisée

Output 3.3 : Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive sont plus performants et efficients dans leurs missions	Pourcentage d'acteurs institutionnels renforcés dans la promotion et la supervision du secteur de la microfinance Baseline : 5% Cible : 25% Pourcentage de Femmes et de Jeunes parmi les acteurs institutionnels renforcés Baseline : 10% Cible : 50% Niveau d'amélioration des performances des acteurs institutionnels techniques et opérationnels du secteur de la microfinance Baseline :5% Cible : 20%	La mission n'a pas pu apprécier les progrès pour cet output 2 acteurs UCEC et APMF-T ont été pris mais comme prestataires. Il n'y a pas encore eu le renforcement de leurs capacités
--	--	--

Annexe 3 : Matrice de mise à jour des risques

Risques	Mesures de mitigation	Etat de mise en œuvre des mesures de mitigation
Détournement et mauvaise gestion des fonds alloués	Mettre en place un système de suivi	Un système de suivi constitué du Comité National de Suivi Technique , des comités de suivi et de points focaux a été mis en place dans les communes et les cantons. Cependant, dans plusieurs communes et cantons, ces comités ne fonctionnent pas normalement par manque de moyens logistiques. Le risque demeure (Modéré)
Faible recouvrement des crédits revolving	Suivre étroitement les bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs activités Renforcer les capacités	Le système de suivi prévu n'a pas fonctionné par manque de moyens logistiques et de connaissances techniques. Toutefois, la présence régulière des agents de UCEC qui sont chargés du recouvrement a permis un bon niveau de recouvrement. Les comités locaux de suivi composés de leaders d'opinion comme les autorités religieuses, les autorités locales, les représentants des jeunes et des femmes constituent un groupe de pression morale qui peut emmener les bénéficiaires à rembourser leurs crédits La mission a constaté un taux élevé de recouvrement (97%) pour ceux dont la première échéance de remboursement est passée. Des recouvrements anticipés ont même été constatés dans certaines localités. Cependant le risque demeure pour les prochaines échéances prévues en juillet (Elevé). Il peut être considéré comme modéré. Risque modéré
Mauvaise identification des bénéficiaires	Mettre en place un comité d'identification des bénéficiaires impliquant les parties prenantes au niveau cantonal	Les comités d'identification et de suivi mis en place n'ont pas pu jouer leur rôle de suivi dans certains cas, soit par manque de temps, soit par ignorance. Le Risque est réduit et est devenu faible
Conflits entre agriculteurs et éleveurs, troubles sociales	Intensifier les sensibilisations des communautés sur le vivre ensemble à travers les radios communautaires et les rencontres entre les éleveurs et les agriculteurs Veillez à ce que les activités agro sylvo pastorales et halieutiques respectent les couloirs de transhumance	Il n'y a pas eu d'action dans ce cadre Les conflits sont assez rares ces derniers temps dans la province de la Tandjilé. Le Risque est modéré.

Non réalisation des activités due à la recrudescence de COVID-19	Sensibiliser et appliquer les mesures barrières nationales dans le respect des usages et habitudes locales	Des actions ont été entreprises avant la mise en place des crédits (masques, sensibilisation, kit de lavage des mains,) Le risque est réduit et est devenu faible
--	--	---

Annexe 4 : Liste des bénéficiaires non contactés

N°	NOM ET PRENOMS	CANTONS	MONTANT	SECTEUR D'ACTIVITE
1	ABAKAR YACTE BALDI	TCHAGUINE	900 000	AGRI-ELEVAGE
2	ALLARAMADJI Jean Blaise		2 100 000	EQUIPEMENT
3	AMIGUE JEAN PIERRE	MONOGOYE	1 500 000	AGRI-ELEVAGE
4	ARANEL EMELINE	KELO	200 000	COMMERCE
5	ASSOUE MEDE Martin	BERE	300 000	AGRI-ELEVAGE
6	BAIDA BLANE BRAKI	DARBE	3 900 000	MARAICHAGE
7	BAKOYE KEINING TITE	KELO	1 000 000	EQUIPEMENT
8	BATCHERE DAVID	DERESSIA	844 500	AGRI-ELEVAGE
9	BEDE CHRISTINE	KELO	50 000	COMMERCE
10	BOURSAIGUE NINA	DONOMANGA	500 000	EQUIPEMENT
11	BOUSSANGUE RUTH	DORMON	200 000	STOCK
12	DAKA CLARISSE	KELO	300 000	COMMERCE
13	DENGLEDI ABEL	KABALAYE	500 000	COMMERCE
14	DJOUDJOUWAH GABRIEL	BAKTCHORO	800 000	AGRI-ELEVAGE
15	DJOUMAYE ROSALIE	BAKTCHORO	200 000	AGRI-ELEVAGE
16	DOLONGNA MADE	SOUMRAI/DOUM	100 000	AGRI-ELEVAGE
17	EICCHATOUL Labeu	KELO	300 000	COMMERCE
18	FATCHOU PIERRE	DYH	300 000	AGRI-ELEVAGE
19	FATIME HASSANE	KELO	500 000	COMMERCE
20	FATIME HELENE	KELO	500 000	COMMERCE
21	GF FMF	TCHOUA	2 500 000	AGRI-ELEVAGE
22	GF LOKWANODJI	LAI	570 000	AGRI-ELEVAGE
23	GH GUERINGKOU GOME	KOUALE	900 000	AGRI-ELEVAGE
24	GM AGRO PASTORALE KADJOUGOMON	GUIDARI	1 300 000	COMMERCE
25	GM BOGE TEME	BERE	1 000 000	EQUIPEMENT
26	GM CVSAP-SCOOPCA	LAI	2 500 000	EQUIPEMENT
27	GM INFOJEC	GUIDARI	1 680 000	AGRI-ELEVAGE
28	GM KOLODE	SEREM	500 000	AGRI-ELEVAGE
29	GM MOSSO	DERESSIA	2 480 000	COMMERCE
30	GM NAGNINE BANTOUL	BERE	700 000	EQUIPEMENT
31	GM NONKAR	DAFRA	600 000	AGRI-ELEVAGE
32	GM SENKAINDE	GUEBLE	1 300 000	AGRI-ELEVAGE
33	GOMGUE DANGDJANG SERAPHIN	DELBAN	2 500 000	EQUIPEMENT
34	HALIME JARASSE	KELO	100 000	EQUIPEMENT
35	HAMANE DJIBRILA	DAFRA	50 000	AGRI-ELEVAGE
36	HAWA ABAKAR	KELO	600 000	COMMERCE
37	HENRIETTE NEWEIGA	KELO	200 000	COMMERCE
38	KANE LOUISE	KELO	300 000	AGRI-ELEVAGE

39	KANG IRANGUE DJONA	TCHAGUINE	200 000	AGRI-ELEVAGE
40	KIDAKKI JULIETTE	KELO	2 000 000	CONSTRUCTION
41	KOLSOU IBRAHIM	KELO	86 000	AGRI-ELEVAGE
42	KOSSAMDOUMADJI Joël	DONOMANGA	2 250 000	AGRI-ELEVAGE
43	KOULARAMBAYE RODRIQUE	DJINRENG1	200 000	COMMERCE
44	KOUMA TIEBBEYE SUCCES	LAI	2 450 000	COMMERCE
45	KOUMAGUERBE CHRISTINE	KELO	300 000	AGRI-ELEVAGE
46	KOUMAKERBENG EDI	DELBIAN	200 000	COMMERCE
47	KOUMNO OUDJANG NOEL	SEREM	400 000	AGRI-ELEVAGE
48	MAGOYE DANIEL	DYH	400 000	AGRI-ELEVAGE
49	MAHAMAT DJIME	NANGASSOU	500 000	COMMERCE
50	MAKIDIBEYE VINCENT	DORMON	350 000	EQUIPEMENT
51	MAKODJIBEYE DAMARICE	KELO	300 000	COMMERCE
52	MARTHE NGUETNA	DYH	500 000	AGRI-ELEVAGE
53	MBAIORNOM NERABE		800 000	COMMERCE
54	MBERANG AGOLOM	KELO	1 500 000	AGRI-ELEVAGE
55	MOKYAN Esther	MOKYAN	200 000	COMMERCE
56	MOUEDI HELENE	KELO	300 000	COMMERCE
57	MYSTERE RAYMOND	SEREM	270 000	AGRI-ELEVAGE
58	NAHADOUM Ndolengar	DONOMANGA	1 100 000	AGRI-ELEVAGE
59	NDLINGA ABREBEYE	KELO	300 000	EQUIPEMENT
60	NDOUMADENGARTI Pierre	DONOMANGA	250 000	COMMERCE
61	NETORINE HASSANE BACOME	KELO	300 000	COMMERCE
62	NGARBARAM PHILIPPE	DYH	400 000	AGRI-ELEVAGE
63	NGARTISSE TIMOTHEE	DONOMANGA	800 000	COMMERCE
64	NOUBADOUM Ndjinodjinar		500 000	AGRI-ELEVAGE
65	OUSSOUMRI Félicité	GABRIGOLO	150 000	AGRI-ELEVAGE
66	SAID ABAKAR	NDAM/DONOMAN	2 000 000	EQUIPEMENT
67	SARA KYA	KELO	1 260 000	EQUIPEMENT
68	SARIA ONESIME	DELBIAN	400 000	EQUIPEMENT
69	SEMBI RAHAB	BAKTCHORO	200 000	AGRI-ELEVAGE
70	SINGSO Jean Baptiste	Singso	250 000	AGRI-ELEVAGE
71	TIDJANI SALEH	DONOMANGA	800 000	COMMERCE
72	TILLA René	Tilla	195 000	COMMERCE
73	WAKA IRENE ZARA	KELO	200 000	COMMERCE
74	ZENABA MERCEIE	KELO	600 000	COMMERCE

Composition de l'Equipe de la mission

Nom et prénoms	Fonction
Thierry Beral	Expert en Finance Inclusive du PADLFIT
Orntangar Nguenamadji	Spécialiste Suivi évaluation du PADLFIT
Olivier Sabari	Expert en Développement Rural du PADLFIT
Mbere Dangsala Djonwe	Point focal CNST du PADLFIT
Kebder Guenang	Assistante du Représentant Résident Adjoint aux Programmes
Ronel Pelagie Moipard	Assistante Administrative et Financière
Issa Yaya Mahamat	Chauffeur
Abdoulaye Mahamoud Djibrine	Chauffeur
Ibrahim Abdallah	Chauffeur
Salifou Zoungrana	Spécialiste Suivi évaluation du Hub Régional du PNUD à Dakar